

L'ajournement

Étant arrivés à cette conclusion il y a environ trois ans, certains pays ont décidé de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et d'autres de seulement stabiliser leur production. Le Canada fait partie du second groupe et il a fait une déclaration publique à cet égard il y a trois ans. En effet, il a dit que d'ici l'an 2 000, il allait stabiliser ses émissions de gaz à effet de serre aux niveaux de 1990.

Certes, il y a eu bel et bien une déclaration, mais nous attendons toujours que le gouvernement du Canada rende public un plan en ce sens. C'est frustrant et même révoltant de voir le gouvernement envoyer à l'étranger le ministre de l'Environnement, voire son premier ministre, pour qu'ils fassent de beaux discours, histoire de donner l'impression que le Canada fait des progrès dans ce domaine, alors qu'il n'a même pas préparé un plan national.

Par contre, aux États-Unis, le président Clinton a annoncé en avril un plan qui visera à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre d'ici le mois d'août de cette année. Par conséquent, nos voisins disposeront d'un plan dans cinq mois, alors qu'après trois ans, nous n'avons pas pu y arriver.

Je ne peux pas comprendre pour quelle raison le ministre de l'Énergie semble faire obstacle, semble vouloir empêcher le lancement d'un vigoureux programme d'amélioration de l'efficacité énergétique dans le but de parvenir au moins à cette stabilisation des émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre. Autrement dit, pourquoi le gouvernement fédéral donne-t-il l'impression qu'il faudra l'entraîner malgré lui vers le XXI^e siècle en cette dernière décennie du XX^e siècle? C'est vraiment difficile à comprendre.

Les faits parlent d'eux-mêmes. Lorsqu'il a comparu devant le Comité permanent de l'environnement, Jim MacNeill, l'ancien secrétaire général de la Commission Brundtland disait: «Pour chaque dollar que le gouvernement canadien dépense pour les programmes d'amélioration du rendement énergétique, il dépense plus de 100 \$ pour encourager et soutenir l'industrie des combustibles fossiles et, de ce fait, contribuer aux précipitations acides et au réchauffement de la planète.»

M. MacNeill avance là un argument très important parce que le fait que nous dépendions de combustibles fossiles est cela même qui entraîne la création de gaz à effet de serre que nous voulons, sinon réduire, du moins stabiliser dans l'intérêt de la communauté mondiale.

J'ai fait faire un examen des déclarations de revenus de 1991. J'ai constaté que la valeur des déductions d'impôt par l'industrie du pétrole et du gaz s'élevait à 4,9 milliards de dollars. De telles déductions représentent pour le

gouvernement une perte de recettes d'au moins 500 millions de dollars. J'ai constaté également que le gouvernement fédéral consacrait actuellement au secteur de l'énergie presque 700 millions de dollars et que 5 p. 100 seulement de ce montant allait à la recherche et au développement de nouvelles sources d'énergie.

Ce que doit faire le gouvernement, c'est essentiellement introduire un plan fondé premièrement sur le rendement énergétique et deuxièmement, sur des travaux de recherche et de développement adéquats de sorte que nous puissions passer de sources d'énergie non renouvelables à des sources d'énergie renouvelables. Or, rien de tout cela ne se fait actuellement au Canada.

M. Lee Richardson (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, la question des émissions de gaz à effet de serre touche tous les aspects de l'économie canadienne et les décisions quotidiennes de tous les ordres de gouvernement, du monde des affaires, de l'industrie et même des particuliers. Pour réussir et être rentable, le plan d'action du Canada doit représenter un partenariat national et en être le produit; partenariat qui doit être élaboré de façon ouverte et transparente, précisant les responsabilités de chacune des parties concernées.

Dans son Plan vert, le gouvernement a annoncé sa contribution initiale à un plan national d'action. Un certain nombre de provinces et de municipalités sont en train d'élaborer leurs mesures initiales; nous sommes à l'écoute. L'industrie et le monde des affaires prennent de nombreuses dispositions pour réduire les émissions. Nous sommes en train d'évaluer en quoi ces initiatives nous rapprochent de notre but national qui est de stabiliser les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre qui ne sont pas couverts par le protocole de Montréal aux niveaux de 1990 d'ici l'an 2000. Nous sommes en train de mettre en place des processus de consultation de toutes les parties concernées afin d'étudier la nature et l'ampleur de toute nouvelle mesure.

• (1820)

Au Sommet de la Terre, nous nous sommes engagés à fournir un rapport national sur ce que le Canada faisait pour mettre en oeuvre les termes de la convention sur les changements climatiques, y compris les initiatives prises pour réduire les émissions. Ce rapport sera prêt à la fin du mois.

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, depuis moins de deux mois, j'ai soulevé la question du harcèlement sexuel dans les Forces armées trois fois à la Chambre. Mes collègues de Halifax et de